
Laos : le barrage 'réussi' de la Banque asiatique de développement

Le barrage Nam Leuk a causé des problèmes graves à la population locale, d'après un rapport récent du chercheur laotien Phetsavanh Sayboulavan. Ce rapport, fondé sur la visite de sept villages affectés par le barrage effectuée en mai 2003, décrit l'augmentation des troubles de santé, la pénurie de nourriture, les inondations, les pêcheries détruites, le bétail mort, l'abattage illégal et la corruption qui ont découlé du projet.

La construction de ce barrage de 60 MW financé par la Banque asiatique de développement a été terminée en 2000. La BAsD a nié qu'il existe à l'heure actuelle des problèmes causés par le projet.

« Là où il y a eu des impacts sur la société et l'environnement, ceux-ci ont été résolus de façon appropriée », déclare en 2002 le rapport de fin de projet de la BAsD. D'après la banque, le projet est « réussi ».

Quelques-uns des autochtones Hmong qui ont été forcés de déménager pour faire de la place au réservoir habitent maintenant dans le village de Thang Deng. Un vieillard du village a dit à Phetsavanh : « Je veux aller ailleurs, là où j'aurai de la famille. C'est que ce nouveau village est difficile. Il n'y a pas assez de terre pour faire de l'agriculture, et la terre disponible n'est pas de bonne qualité. Il y a de plus en plus de famine. »

Les provisions de riz promises par le gouvernement n'arrivent pas toujours. Beaucoup de paysans ont quitté Thang Deng pour essayer de trouver de meilleures terres à cultiver. « Il suffit de regarder les gens pour voir quels sont leurs problèmes. Ils sont très maigres, il est évident qu'ils ne sont pas en bonne santé », écrit Phetsavanh.

L'eau du réservoir du barrage est déversée dans le fleuve Nam Xan. Les paysans qui habitent le long du Nam Xan ont dit à Phetsavanh qu'en 1999 beaucoup de leurs vaches et buffles étaient morts après avoir bu cette eau malodorante. Les potagers des résidents ont été inondés et la plupart de leurs pêcheries détruites.

En aval du barrage, le Nam Leuk charrie moins d'eau qu'avant. Les villageois attribuent l'augmentation des cas de maladie à la mauvaise qualité de l'eau du fleuve. La pêche n'y est plus possible.

Le barrage Nam Leuk a été construit dans le parc national Phou Khao Khouay, qui est l'habitat d'animaux rares et en péril tels que les tigres, les éléphants et les gibbons, et d'un nombre important d'espèces de poissons.

La BAsD allègue que Nam Leuk est « différent des projets hydroélectriques classiques », puisque les bénéfices produits par le barrage sont censés contribuer à financer la conservation dans le parc Phou Khao Khouay. La BAsD affirme même que la construction du barrage « améliorera les possibilités de protéger les ressources naturelles de manière durable et réussie ».

Or, les paysans ont dit que l'abattage associé au projet avait été excessif et incontrôlé. C'est une entreprise dirigée par les militaires du Laos, la Gholisat Phattana Khed Phoudoi (BPKP - Société de développement de la région montagneuse) qui a obtenu le contrat pour défricher l'aire de la retenue.

Cette même entreprise a déblayé le terrain pour le réservoir du barrage Nam Theun 2 (voir bulletins n° 44 et 50 du WRM) et, dans ce cas, BPKP avait coupé aussi plusieurs étendues boisées en amont du réservoir.

À Nam Leuk, la BAsD estime que BPKP a extrait du bois pour une valeur de deux à trois millions de dollars. Toujours d'après la BAsD, 3 % de ce bois ont été coupés illégalement, au-delà des limites du réservoir.

Or, le contrat de BPKP a été payé par la BAsD, qui a donc financé l'abattage illégal à l'intérieur d'un Parc national. Pourtant, le rapport de fin des travaux de la banque ne mentionne pas où est passé l'argent de ce bois illégalement coupé ; il ne dit pas non plus si BPKP a été ou non pénalisée pour avoir enfreint la loi.

Les paysans ont raconté à Phetsavanh que BPKP avait abattu des arbres de bonne qualité mais déclaré le bois comme étant de basse qualité, ce qui a permis à l'entreprise et aux fonctionnaires gouvernementaux de faire des profits illicites. Ces paysans demandent pourquoi les fonctionnaires du gouvernement étaient autorisés à profiter de la coupe de grandes étendues de forêt, alors que les résidents ne peuvent même pas couper les petits arbres pour leur propre usage.

En février 2002, la BAsD a annoncé qu'il y avait des problèmes pour déboursier les fonds du barrage Nam Leuk destinés au parc Phou Khao Khouay. « Il reste beaucoup à faire pour le développement du Parc national Phou Khao Khouay avant qu'il devienne un véritable parc national », dit le rapport de la BAsD.

Or, en juin 2004, soit plus de deux années plus tard, le directeur de la BAsD pour le Laos, James Nugent, a dit à Aviva Imhof (International Rivers Network) que le plan d'aménagement pour la gestion du parc Phou Khao Khouay n'existait pas encore.

Les paysans n'ont pas été indemnisés comme il fallait pour les pertes causées par la construction du barrage Nam Leuk. Phetsavanh conclut en disant que ces personnes sont désabusées et ne croient plus que le gouvernement et la BAsD s'occupent sérieusement de leurs problèmes. « Leur seul espoir est que leurs voix soient entendues à l'avenir », écrit-il.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de . Le rapport de Phetsavanh Sayboulavan, «The Forgotten Victims of the Nam Leuk Dam in Laos: Summary of Fact-Finding Trip to Affected Villages», est disponible à l'adresse : http://www.rwesa.org/document/Nam_Leuk_2004.pdf